

Matthew Freedlander

Jusqu'à présent, l'étude du Comité permanent de l'environnement et du développement durable sur les subventions aux combustibles fossiles était axée sur le captage, l'utilisation et le stockage du carbone ainsi que sur la pertinence d'accorder des subventions pour ces activités. Je ne suis pas du tout d'accord avec le recours à de telles subventions. Selon une étude menée récemment par *Global Witness*, la quantité de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) produite par une usine de captage de carbone en Alberta était plus élevée que la quantité de CO<sub>2</sub> stockée par celle-ci. Toujours selon cette étude, l'usine a produit 7,66 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> de 2015 à 2019, alors qu'elle n'a capté que 4,81 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> pendant la même période. Voilà qui est très loin du taux de captage de 90 % vanté par Shell. En outre, selon un reportage de *The Tyee* : « Ici, au Canada, nous entendons beaucoup parler de la valeur des oléoducs alors que les infrastructures pétrolières s'écroulent ailleurs dans le monde. Un rapport publié récemment indiquait que la flotte mondiale de navires-citernes, un secteur évalué à 160 milliards de dollars, pourrait perdre 30 % de sa valeur alors que le monde délaisse les combustibles fossiles. » Par conséquent, je recommande fortement : 1) que la définition de « subventions aux combustibles fossiles » englobe tous les fonds publics qui rapportent des profits au secteur pétrolier et gazier; 2) que l'on mette fin à ce gaspillage de fonds publics et qu'on consacre ces sommes à une transition équitable, notamment en aidant les travailleurs du secteur pétrolier et gazier à se réorienter afin que personne ne soit laissé pour compte.

Hyperliens vers les articles mentionnés dans le présent mémoire :

[\*Global Witness Report\*](#)

« [Governments Need to Face Reality — the Fossil Fuel Industry Is Collapsing](#) », *The Tyee*.